

Bureau du travail des enfants, du travail forcé et de la traite des personnes  
Bureau des Affaires internationales du travail  
Département du Travail des États-Unis



**Agir pour éliminer les  
pires formes de travail des  
enfants, le travail forcé  
et la traite des personnes  
à travers le monde**

# Notre mission

Le Bureau des affaires internationales du travail (ILAB) au département du Travail des États-Unis protège la dignité au travail - que ce soit aux États-Unis ou à l'étranger - en renforçant les normes mondiales relatives au travail, en faisant appliquer les engagements en matière de main-d'œuvre entre les partenaires commerciaux, en encourageant l'équité pour les races et les genres et en luttant contre le travail des enfants, le travail forcé et la traite des personnes au niveau international.

*Photo de la page de couverture*  
©Silas Irungu/Compassion International

Ahianor lève la main en classe dans l'un des centres de développement des enfants de l'ONG confessionnelle Compassion International. Togo. 2020.



© Muntaka Chasant  
Ibrahim, âgé de 11 ans, démantèle avec ses mains nues et des pierres des télévisions à tube cathodique pour récupérer les masques perforés/grilles d'ouverture à Agbogbloshie, le plus grand site de traitement des déchets électroniques. Accra, Le 11 mai 2020.

## Le problème mondial du travail des enfants et de l'esclavage moderne

Selon les estimations mondiales de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), en 2020, 160 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans étaient astreints au travail, dont environ 79 millions effectuaient des travaux dangereux. Bien que l'action concertée de gouvernements, de travailleurs et d'employeurs ait entraîné une réduction de près de 86 millions du nombre des enfants astreints au travail depuis 2000, cette tendance positive a changé ces dernières années. Les estimations mondiales en 2020 ont révélé une augmentation de 8,4 millions d'enfants astreints au travail au cours des quatre dernières années et une augmentation de 6,5 millions d'enfants effectuant des travaux dangereux.

Ces chiffres montrent qu'il reste encore beaucoup trop d'enfants exploités par le travail. Les enfants travailleurs subissent de nombreux types d'épreuves : ils portent de lourdes charges et manient des machettes dans des fermes ; ils récupèrent les déchets dans les dépôts d'ordures et sont exposés aux déchets électroniques ; ils subissent des violences physiques, psychologiques et verbales en tant qu'employés de maison ; et ils participent à des conflits armés en tant qu'enfants soldats. Il y a maintenant près de 87 millions d'enfants astreints au travail en Afrique subsaharienne, soit plus que dans tout le reste du monde. Parallèlement, en chiffres absolus et en pourcentage, le nombre des enfants astreints au travail a continué de baisser en Asie, dans la région du Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

L'OIT estime également que 25 millions de personnes sont astreintes au travail forcé, y compris plus de 4 millions d'enfants. Des enfants et des adultes sont forcés de grimper dans des puits de mines à la recherche de diamants et d'or ; ils sont contraints, trompés et enfermés pour travailler sur des navires de pêche par des recruteurs de main-d'œuvre sans scrupules ; et ils sont victimes de la servitude pour

2 dettes pendant qu'ils travaillent dans la chaleur extrême de fours à briques.

## Définitions

Le **travail des enfants** est défini par la Convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et la Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants. Il comprend l'emploi à un âge inférieur à l'âge minimum défini par la législation nationale, les travaux domestiques dangereux non rémunérés et les pires formes de travail des enfants : toutes les formes d'esclavage ou de pratiques analogues à l'esclavage, telles que la vente ou la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage, ou le travail forcé ou obligatoire, l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques, l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, et les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant.

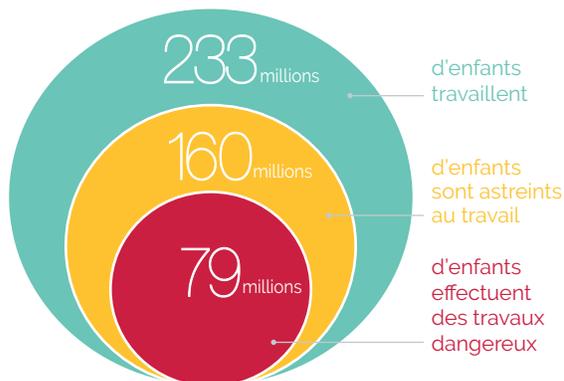
Le **travail forcé** est défini par la Convention n° 29 de l'OIT comme étant tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré.

La **traite des personnes/traite des êtres humains** est définie par le Protocole de Palerme comme étant le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte aux fins d'exploitation.

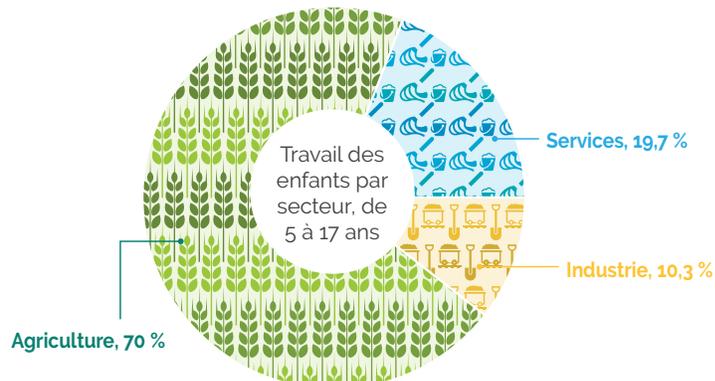


© David Rengel/AnHua

### DONNÉES MONDIALES SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS, DE 5 À 17 ANS



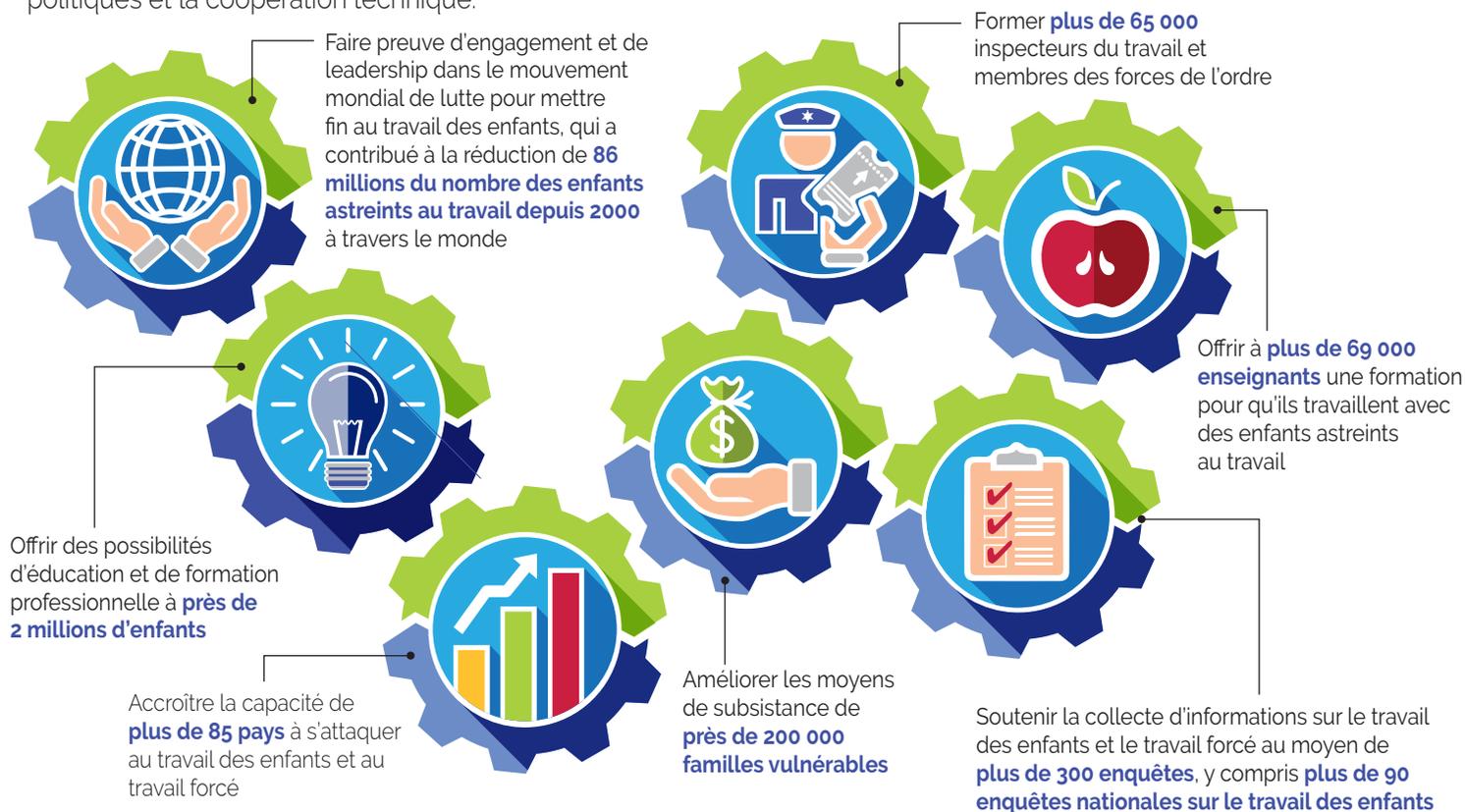
### DONNÉES MONDIALES SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS, PAR SECTEUR



Source : OIT et UNICEF. *Travail des enfants : Estimations mondiales 2020, tendances et le chemin à suivre*. New York, 2021.

# Notre impact

Fort de plus de 25 ans d'expérience, le Bureau du travail des enfants, du travail forcé et de la traite des personnes (OCFT) de l'ILAB est un leader mondial de la lutte pour éradiquer ces atteintes aux droits des travailleurs. La boîte à outils de l'ILAB comprend les recherches internationales, la sensibilisation, la participation à l'élaboration des politiques et la coopération technique.



## Année internationale de l'élimination du travail des enfants

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2021 l'Année internationale de l'élimination du travail des enfants. En réponse à un appel de l'[Alliance 8.7](#), l'ILAB a collaboré avec d'autres organismes du gouvernement américain pour élaborer un engagement de l'ensemble du gouvernement en faveur de ces objectifs pour cette année importante. Notre action concertée ne pourrait pas être plus importante à un moment où nous cherchons les moyens de reconstruire en mieux pour nous remettre de l'impact du Covid-19 et d'aider les populations vulnérables à être mieux protégées de tels événements à l'avenir. Vous pouvez lire notre engagement à l'adresse : [dol.gov/elimination-pledge](https://dol.gov/elimination-pledge).



**ANNÉE INTERNATIONALE  
DE L'ÉLIMINATION DU  
TRAVAIL DES ENFANTS**

# GROS PLAN : Favoriser l'équité de genre

## Investir dans l'extraction minière non sexiste



© Alliance for Responsible Mining

Luz Myriam Palacios lutte pour les droits des femmes qui travaillent dans le secteur minier. Boyacá, en Colombie.

Luz Myriam est l'une des milliers de femmes qui vivent dans des communautés minières de la Colombie, où les possibilités d'emploi semblent destinées exclusivement aux hommes.

« Je viens d'une famille de mineurs — mes parents, mes grands-parents étaient toujours des mineurs. » Lorsqu'elle était petite, ses frères travaillaient dans une mine le matin et allaient à l'école ensuite. « Ma sœur et moi, nous étions chargées de préparer le déjeuner et leurs uniformes scolaires, et de faire d'autres tâches. »

À cette époque, Luz Myriam rêvait de travailler et d'avancer dans la vie quand elle serait grande. Elle rêvait d'y travailler, mais il était interdit aux femmes d'y travailler et elles y étaient parfois maltraitées. « Dans le Boyacá, il y a du machisme. Les gens pensent que les femmes doivent rester à la maison et que les hommes doivent travailler à l'extérieur du foyer. »

Malgré ces difficultés, Luz Myriam a pu devenir ingénieure en environnement et obtenir une licence d'exploitation d'une petite mine de charbon près de Sogamoso, dans le Boyacá. Elle a ensuite participé à des activités réalisées par le projet [Somos Tesoro](#) (Nous sommes un trésor) financé par le département du Travail des États-Unis pour améliorer les pratiques d'extraction minière et favoriser la conformité avec

les obligations juridiques applicables à l'exploitation d'une mine. Elle a dû relever des défis en tant que dirigeante d'une exploitation minière, mais, grâce au projet *Somos Tesoro*, elle et d'autres femmes du secteur minier ont reçu une formation et un appui pour créer l'Association des entrepreneures du secteur minier. Celle-ci compte actuellement 65 membres et Luz Myriam en est la présidente. Les membres incluent des femmes qui travaillent dans l'extraction du charbon et la fabrication des briques, des ingénieures et des spécialistes de la sécurité au travail.

« Le but de l'association est de nous autonomiser nous-mêmes dans nos rôles dans le secteur minier et de devenir indépendantes sur le plan économique, parce que lorsque les hommes sont les seuls soutiens de famille, cela entraîne une relation de dépendance, dit-elle. C'est pour cette raison que nous devons nous donner des moyens d'agir, étudier et mener une activité économique, pour pouvoir être indépendantes sur le plan économique. Cela nous amènera à appréhender différemment notre rôle. »

L'association est en pleine activité et reçoit actuellement un soutien de l'[USAID](#).

# Communication de rapports sur le travail des enfants et le travail forcé à travers le monde

## L'ILAB : Un générateur de savoir

Les recherches et la communication de rapports de l'ILAB fournissent des informations spécifiques exploitables à diverses parties prenantes sur les façons de lutter contre les atteintes aux droits des travailleurs à travers le monde et elles sont effectuées en vertu de mandats conférés par le Congrès et de directives présidentielles.

- Les organisations de travailleurs et de la société civile se servent des rapports pour influencer sur les activités de plaidoyer qui défendent des principes et des droits fondamentaux au travail et proposent des stratégies pour aider les victimes.
- Les gouvernements étrangers se servent des rapports pour renforcer les lois, la mise en application, les politiques et les programmes destinés aux enfants et aux familles vulnérables en situation de travail des enfants ou de travail forcé ou risquant de s'y trouver.
- Les entreprises et les associations professionnelles comptent sur ces rapports pour étayer l'évaluation des risques et pour s'acquitter de leur devoir de vigilance concernant leurs chaînes d'approvisionnement dans le cadre de leurs stratégies pour s'attaquer à ce problème.
- Les consommateurs se servent de nos recherches pour minimiser le risque que leurs achats soutiennent par inadvertance l'exploitation par le travail à travers le monde, et ils exigent des changements.
- Les organismes du gouvernement américain se servent des rapports pour garantir que la passation des marchés du gouvernement fédéral et les importations n'incluent pas de biens issus du travail forcé, y compris du travail forcé des enfants, grâce à l'application responsable de la législation commerciale.
- Les organes multilatéraux comme l'OIT, l'OCDE, le G20 et le G7 comptent sur ces rapports pour élaborer des stratégies visant à améliorer les conditions de travail et le respect des droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.



© Larry C. Price/Pulitzer Center on Crisis Reporting  
Des enfants travaillent à côté des adultes dans la zone minière de Panique à une dizaine de kilomètres de la municipalité d'Aroroy sur l'île de Masbate, Aroroy, aux Philippines, 2012.

# CONCLUSIONS SUR LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

Ce rapport se concentre sur les actions menées par certains pays et territoires bénéficiaires de préférences commerciales de la part des États-Unis pour éliminer les pires formes de travail des enfants au moyen de lois, de mécanismes de mise en application, de politiques et de programmes sociaux.

# LISTE DE BIENS ISSUS DU TRAVAIL DES ENFANTS OU DU TRAVAIL FORCÉ

Dresser la liste des biens dont l'ILAB a des raisons de croire qu'ils sont produits, totalement ou partiellement, par le travail des enfants ou le travail forcé.

# LISTE DE BIENS ISSUS DU TRAVAIL FORCÉ OU DE LA SERVITUDE POUR DETTES DES ENFANTS

Liste des biens et de leurs pays d'origine dont l'ILAB, le département de la Sécurité intérieure et le département d'État des États-Unis ont des raisons de croire qu'ils sont produits par le travail forcé des enfants ou la servitude pour dettes des enfants.

## LÉGISLATION ET MANDAT

### Loi de 2000 sur le commerce et le développement (TDA)

Produire le rapport annuel du département du Travail intitulé **Conclusions sur les pires formes de travail des enfants** concernant les mesures prises par les pays bénéficiaires de préférences commerciales de la part des États-Unis pour mettre en œuvre leurs engagements internationaux d'éliminer les pires formes de travail des enfants.

### Loi de 2005 de réautorisation de la protection des victimes de la traite (TVPRA) et réautorisations ultérieures

Élaborer tous les deux ans une liste de biens issus du **travail des enfants** ou du **travail forcé**, en précisant leur pays d'origine, y compris, dans la mesure du possible, de biens produits avec des intrants qui sont issus du travail forcé ou du travail des enfants.

### Décret présidentiel 13126 de 1999

Élaborer et tenir à jour une liste de biens issus du **travail forcé des enfants** ou de la **servitude pour dettes des enfants**, en précisant leur pays d'origine. Les entreprises sous contrat avec le gouvernement fédéral qui lui fournissent des biens inscrits sur cette liste doivent certifier qu'elles ont cherché de bonne foi à déterminer si le travail forcé ou la servitude pour dettes d'enfants avait été utilisé pour produire les articles fournis et que, sur la base de ces efforts, l'entreprise sous contrat n'est pas consciente d'une telle utilisation du travail des enfants.



© Joerg Boethling/Alamy

Des réfugiés syriens originaires de Kobané récoltent le coton à la main pour de bas salaires pour un agriculteur turc. Asmali, près d'Adana, en Turquie, le 17 octobre 2014.



**Sweat & Toil** (Sueur et labeur) : **travail des enfants, travail forcé et traite des personnes à travers le monde** est une application mobile qui contient plus de 1 000 pages de recherches provenant des trois principaux rapports de l'ILAB.

Vérifiez ce que font les pays **pour** éliminer le travail des enfants

Examinez les **lois** et les **ratifications**



Parcourez la liste des **biens** issus du travail des enfants ou du travail forcé

Trouvez des **données** sur le travail des enfants

Renseignez-vous sur les **projets** de l'ILAB

Vous pouvez télécharger cette application gratuite à partir des boutiques App Store d'Apple ou Google Play et accéder aux données sur notre site internet à : [dol.gov/AppSweat&Toil](http://dol.gov/AppSweat&Toil).

# La participation à l'élaboration des politiques : Réaliser des actions significatives et durables

## Des partenariats entre les gouvernements, les travailleurs, la société civile et les entreprises

L'ILAB rassemble les gouvernements, les syndicats, la société civile et les entreprises afin que chacun d'eux joue un rôle constructif dans la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé et la traite des personnes. De tels partenariats sont essentiels pour parvenir à des changements en profondeur et durables.

Les **gouvernements** peuvent montrer la voie et agir de plusieurs façons, y compris en adhérant aux normes internationales telles que la Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants et la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé. Conformément à leurs engagements d'adhérer aux normes internationales relatives au travail, les gouvernements peuvent renforcer leurs cadres juridiques ainsi que les capacités de leurs organismes d'exécution, en particulier leurs inspections du travail. De même, la collecte et la diffusion par les gouvernements de données sur le travail des enfants démontrent leur engagement envers la lutte contre le travail des enfants. Ils reconnaissent ainsi que les données sont d'une importance cruciale pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes sensés, y compris des programmes sociaux pour réduire la pauvreté, donner une éducation de qualité et s'attaquer au manque d'équité de genre, ethnique et raciale. L'ILAB soutient les efforts menés par les gouvernements pour faire des changements et traduire leurs engagements dans les faits en effectuant des recherches rigoureuses et en faisant des recommandations au sujet de mesures concrètes, ainsi qu'en appuyant des programmes de coopération technique qui renforcent les capacités institutionnelles et la coordination des politiques.

Les **organisations de travailleurs et les syndicats** jouent un rôle primordial dans la lutte contre le travail des enfants et le travail forcé. Du fait de leurs activités de défense des intérêts des travailleurs et de promotion des droits et des principes fondamentaux au travail ainsi que des protections sociales

de base, ces organisations œuvrent à l'élimination durable de ces problèmes. L'ILAB soutient la liberté des travailleurs et la capacité de faire part de leurs préoccupations et de révéler des problèmes sur les lieux de travail. Dans le cadre de sa coopération soutenue, l'ILAB cherche à favoriser l'expression de l'avis des travailleurs sur leurs activités et chaînes d'approvisionnement et à encourager les employeurs à dialoguer avec les travailleurs au sujet des conditions de travail et à fournir une formation adéquate sur les droits, les responsabilités et les mécanismes de réclamation pour les employés et la direction.



© Sean Sprague/Alamy  
Un enfant coupe du manioc séché. Cambodge, 2012.

Les organisations de la **société civile** jouent un rôle critique dans la détection des cas de travail des enfants, de travail forcé et de traite des personnes et les interventions à leur sujet. La nature souvent clandestine et illicite de ces atteintes rend difficile l'obtention d'informations précises et objectives sur la nature et l'ampleur du problème dans un pays ou un secteur particulier. De plus, lorsque des informations existent, il y a souvent un manque de vérification indépendante et de moyens de diffuser les informations, d'obliger les contrevenants à répondre de leurs actes et de surveiller les mesures de suivi pour les victimes. Le financement de l'ILAB a permis à des organisations de la société civile :

- D'effectuer des recherches sur le travail forcé dans les industries à haut risque, comme l'industrie électronique, pour comprendre les cas d'exploitation par le travail et aider à obtenir des engagements de ces industries pour qu'elles s'attaquent à ce problème dans leurs chaînes d'approvisionnement.
- D'assurer régulièrement et en continu la détection et la notification des atteintes aux droits des travailleurs, y compris des cas de travail des enfants, de travail forcé et de traite des personnes.
- De réclamer des actions plus efficaces de la part des gouvernements et des acteurs du secteur privé pour s'attaquer au travail des enfants, au travail forcé et à la traite des personnes.
- D'aider les victimes du travail des enfants, du travail forcé et de la traite des personnes à recevoir des services.

Grâce au leadership du **secteur privé**, les efforts engagés pour lutter contre les atteintes aux droits des travailleurs peuvent devenir la façon nécessaire et normale de mener des affaires. La coopération soutenue de l'ILAB avec le secteur privé aide les entreprises à faire face aux difficultés persistantes qui caractérisent la lutte pour éliminer le travail des enfants, le travail forcé et la traite des personnes dans les chaînes d'approvisionnement. Les entreprises demandent de plus en plus souvent l'aide de l'ILAB pour mettre en œuvre des stratégies d'atténuation des risques. Ce dernier leur donne les outils dont elles ont besoin pour comprendre les lois, réglementations et politiques pertinentes et pour modéliser des stratégies efficaces de surveillance et de rectification.



## COMPLY CHAIN (CHAÎNE DE CONFORMITÉ)

### Les outils des entreprises pour la conformité concernant la main-d'œuvre dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

L'ILAB offre également une application appelée Comply Chain conçue pour aider à atténuer les risques pour les entreprises de travail des enfants et de travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette application fournit des exemples concrets de pratiques optimales et des ressources pour les compagnies responsables et elle souligne que la voix des travailleurs est un élément clé d'un système solide de conformité sociale. Elle contient de nombreux exemples de bonnes pratiques précises que des entreprises, des associations professionnelles et des initiatives multipartites ont adoptées et qui mettent l'accent sur les questions relatives au travail des enfants et au travail forcé. Cette application est disponible en espagnol, en français et en malais.

Explorez les **éléments clés** des systèmes de conformité sociale

Tirez des leçons des **exemples d'entreprises innovantes**

Découvrez des conseils sur les **pratiques optimales**

Évaluez les **risques** et les **impacts** dans les chaînes d'approvisionnement

Vous pouvez télécharger cette application gratuite à partir des boutiques App Store d'Apple ou Google Play et accéder aux données sur notre site internet à l'adresse suivante : [dol.gov/AppComplyChain](https://dol.gov/AppComplyChain).

# Initiatives ciblées

## Renforcer les capacités pour aider les enfants et les familles vulnérables

L'ILAB, qui est la plus importante source mondiale de financement de programmes de lutte contre le travail des enfants et le travail forcé, adopte une démarche holistique pour promouvoir des actions durables qui s'attaquent aux causes sous-jacentes du travail des enfants et du travail forcé. Nous croyons à l'établissement de fondements pour les communautés résilientes et l'offre d'emplois décents pour les enfants et les familles les plus vulnérables. Par suite de notre action, des millions d'autres enfants ont pu aller à l'école, davantage de jeunes en âge de travailler ont trouvé des opportunités d'apprendre des compétences adaptées au marché, davantage de personnes ont échappé au travail forcé et davantage de familles vulnérables et appauvries ont amélioré leurs moyens de subsistance afin de pouvoir survivre sans compter sur le travail de leurs enfants.

**Renforcer les capacités des gouvernements** : L'ILAB coopère avec les gouvernements pour les rendre plus efficaces dans la lutte contre les atteintes aux droits des travailleurs au moyen d'initiatives dans des domaines tels que la collecte de données, la surveillance et la mise en application. Des initiatives de l'ILAB ont entraîné les conséquences directes suivantes :

- Plus de 85 pays ont renforcé leur surveillance et l'application des lois, règlements, politiques et programmes pour lutter contre le travail des enfants, le travail forcé et la traite des personnes.

- Plus de 65 000 inspecteurs du travail et membres des forces de l'ordre ont reçu une formation pour faire appliquer plus efficacement les lois et règlements concernant le travail des enfants, le travail forcé et la traite des personnes.
- Des gouvernements ont adopté des pratiques optimales pour aider les victimes du travail des enfants et du travail forcé. Par exemple, l'ILAB s'est associé au gouvernement du Paraguay pour élaborer et tester un système électronique qui enregistre les travailleurs adolescents pour qu'ils soient protégés en vertu de la législation et pour contribuer à l'application des lois sur le travail.

**Se concentrer sur l'esclavage moderne** : L'ILAB est un leader mondial reconnu de la lutte contre la traite des enfants et des adultes à des fins d'exploitation de leur travail. Par exemple :

- En 1995, l'ILAB est devenu le premier organisme du gouvernement américain à financer un projet visant expressément à lutter contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants en Thaïlande.
- Depuis lors, les programmes de l'ILAB pour lutter contre la traite des personnes et le travail forcé se sont étendus à certains des environnements et des secteurs les plus difficiles au monde – de la pêche hauturière en Thaïlande et des fours à briques au Népal à la culture du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana.
- Actuellement, l'ILAB continue de lutter contre l'esclavage héréditaire dans des pays comme la Mauritanie et le Niger.

## Soutenir des partenariats mondiaux pour éliminer le travail des enfants et le travail forcé

L'ILAB soutient l'Alliance 8.7, un partenariat mondial qui œuvre à atteindre la cible 8.7 des objectifs de développement durable de l'ONU, qui appelle la communauté mondiale à supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.

Les objectifs stratégiques de l'Alliance 8.7 sont d'accélérer l'action, de mener des recherches et partager les connaissances, de stimuler l'innovation et de mobiliser les ressources au moyen d'une approche qui favorise la collaboration. Elle compte y parvenir grâce à des recherches collaboratives et novatrices, un dialogue coordonné entre les gouvernements, les organisations d'employeurs, les organisations de travailleurs et la société civile, et l'initiative des Pays pionniers (un engagement que peut prendre un pays d'intensifier ses efforts de lutte contre le travail des enfants, le travail forcé et la traite des personnes).





# GROS PLAN : Du travail forcé à la liberté

Du Protocole à la pratique :  
Une passerelle pour une action mondiale sur le travail forcé

## Le projet Bridge

L'objectif du projet Bridge de l'ILAB est d'aider les pays dans leurs efforts de lutte contre le travail forcé, en utilisant le Protocole relatif à la Convention no 29 et la Recommandation sur le travail forcé de l'OIT pour asseoir une action concrète et durable. Ces instruments visent à faire progresser les mesures de prévention, de protection et de réparation concernant le travail forcé à travers le monde. Grâce à des activités appuyées par le projet Bridge, plus de 50 pays ont ratifié le Protocole. Ce projet soutient également des initiatives pour recueillir des données fiables et partager des connaissances entre les institutions au niveau mondial et national. Il prête notamment son concours à plusieurs gouvernements, dont celui de la Malaisie, du Népal, du Niger, du Pérou et de l'Ouzbékistan, pour mener des recherches, notamment pour produire des statistiques représentatives au niveau national sur le travail des enfants et le travail forcé. Au Népal, le projet Bridge a soutenu l'inclusion d'un module sur le travail forcé dans l'enquête nationale sur la main-d'œuvre pour la première fois. Les résultats de ces études communiqueront des informations cruciales qui permettront à ces pays d'élaborer des politiques, des programmes et des activités de mise en application plus ciblés concernant le travail forcé. De plus, ce projet a fourni des compétences professionnelles et une formation professionnelle à plus de 600 anciennes victimes de la servitude pour dettes au Népal et il augmente les possibilités de formation pour les participants actuels et nouveaux au Népal et au Niger. Le projet Bridge a également soutenu l'établissement du Réseau mondial d'entreprises sur le travail forcé et divers outils d'information, y compris un manuel sur l'élaboration de plans d'action nationaux contre le travail forcé et un guide destiné aux journalistes concernant les reportages sur le travail forcé et le recrutement équitable.

# Financer des recherches innovantes

L'ILAB finance des projets de recherche qui approfondissent nos connaissances et notre compréhension du travail des enfants et du travail forcé, y compris de leurs causes profondes. Les programmes de l'ILAB ont soutenu :

- La collecte et l'analyse de données crédibles sur la prévalence, les caractéristiques et les déterminants potentiels du travail des enfants, du travail forcé et de la traite des personnes grâce à l'organisation de plus de 90 enquêtes nationales sur le travail des enfants, 10 enquêtes sur le travail forcé et plusieurs autres études qualitatives, quantitatives et à méthodes mixtes.
- L'élaboration d'outils méthodologiques, y compris des questionnaires normalisés et des manuels techniques sur les calculs de la taille des échantillons pour aider les chercheurs et les bureaux nationaux de statistique à concevoir des enquêtes sur le travail des enfants et le travail forcé. Ces outils ont également inclus les *Directives concernant les statistiques du travail forcé*, approuvées par l'organisme de normalisation des statistiques sur le travail de l'OIT, et une mise à jour d'une ressource de base sur l'identification du travail forcé, *Hard to See, Harder to Count (Difficiles à voir, encore plus difficiles à compter)*.
- Des efforts visant à rendre la recherche plus accessible pour les décideurs politiques et à soutenir l'adoption d'interventions fondées sur des données probantes pour s'attaquer au travail des enfants et au travail forcé.
- L'établissement, tous les 4 ans, d'estimations mondiales sur le travail des enfants et le travail forcé, qui servent de critères pour mesurer les progrès mondiaux dans ces domaines.
- La création de méthodes et outils nouveaux de traçage de la chaîne d'approvisionnement afin d'accroître la transparence et la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et de développer le traçage en aval des biens produits par le travail des enfants et le travail forcé.

## Les exemples notables incluent :

- Avec l'appui de l'ILAB, la Serbie mène sa première enquête nationale sur le travail des enfants et intègre des pratiques optimales provenant de l'élaboration de l'instrument

d'enquête sur le travail des enfants dans l'élaboration d'instruments d'enquête pour d'autres études effectuées par son bureau national de statistique.

- Le projet *Research to Action* (De la recherche à l'action) de l'ILAB prépare une bibliographie consultable et une carte des lacunes en matière de données probantes indiquant les endroits où des recherches ont été effectuées et là où elles manquent en ce qui concerne le travail des enfants et le travail forcé. Ce projet met également au point un outil interactif qui permettra aux décideurs politiques de rechercher des interventions qui, selon des données probantes, peuvent entraîner une réduction du travail des enfants et du travail forcé.
- Au moyen d'enquêtes sur la prévalence et les causes du travail forcé dans les secteurs du vêtement et des textiles associés en Argentine et à Maurice, le projet *Evidence to Action* (Des données probantes à l'action) de l'ILAB vise à créer des méthodes solides et reproductibles de collecte et d'analyse des données sur le travail forcé afin d'orienter des interventions fondées sur des données probantes.



## BETTER TRADE TOOL

Le nouvel outil de l'ILAB *Better Trade Tool* associe des informations tirées des rapports essentiels de cet organisme à des données sur le commerce d'importation des États-Unis pour aider les décideurs politiques, les agents de conformité des entreprises, les responsables de la passation des marchés, les inspections du travail et d'autres à mieux se concentrer sur la répression du travail des enfants et du travail forcé dans la production de biens et de produits clés. Les tableaux de bord dynamiques et les requêtes personnalisées de cet outil permettent aux utilisateurs de voir les risques d'exploitation potentielle par le travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et d'effectuer une analyse des données concernant le commerce d'importation des États-Unis. Vous pouvez consulter *Better Trade Tool* sur notre site internet à : [dol.gov/BetterTradeTool](https://dol.gov/BetterTradeTool)

# L'ILAB à l'avant-garde des études d'évaluation

L'ILAB continue d'investir dans l'évaluation de l'impact des interventions innovantes pour enrichir la base mondiale de connaissances sur les stratégies efficaces de lutte contre le travail des enfants et le travail forcé. Les essais contrôlés randomisés de l'ILAB, qui constituent la référence absolue pour ce qui est des évaluations d'impact, permettent aux gouvernements et aux décideurs politiques de prendre des décisions fondées sur des données probantes au sujet des programmes de lutte contre ces pratiques abusives en matière de main-d'œuvre. Par exemple :

- Des universitaires travaillant avec l'organisation Innovations for Poverty Action (IPA) et le ministère du Travail et de l'Emploi (DOLE) des Philippines ont utilisé les résultats de leur évaluation d'impact financée par l'ILAB pour prendre d'importantes décisions stratégiques au sujet des améliorations à apporter à un programme du DOLE sur les moyens de subsistance pour aider les familles des enfants travailleurs.
- En se fondant sur les résultats d'une évaluation d'impact financée par l'ILAB au Pérou, l'IPA a été en mesure de fournir des données probantes au sujet de la diminution de l'abandon scolaire et du travail des enfants qui ont convaincu le ministère péruvien de l'Éducation d'étendre une campagne d'information du style des telenovelas à toutes les écoles secondaires du Pérou.
- L'Université de Californie à Berkeley a utilisé des fonds octroyés par l'ILAB pour faire la lumière sur des stratégies efficaces et inefficaces pour renforcer les capacités des membres des forces de l'ordre et leur faire mieux comprendre le travail forcé et la traite des personnes au Népal.
- Le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF utilise des données tirées de ses évaluations d'impact financées par l'ILAB pour plaider en faveur d'améliorations dans les programmes nationaux de transferts monétaires qui aident des millions d'enfants et leurs familles en Afrique subsaharienne.

## La surveillance et l'évaluation rigoureuses par l'ILAB des projets d'assistance technique

- L'ILAB a incorporé des pratiques rigoureuses de surveillance, d'évaluation et d'apprentissage dans nos projets d'assistance technique au moyen de systèmes globaux de surveillance

et d'évaluation qui mesurent les réalisations des projets par rapport à des indicateurs axés sur les résultats, y compris en surveillant les résultats des participants individuels.

- Depuis 2001, l'ILAB a mené plus de 450 évaluations indépendantes de rendement concernant des projets d'assistance technique pour évaluer la conception de ces projets, leur pertinence, leur cohérence avec d'autres programmes, leur efficacité, leur efficience, leur gestion, leurs résultats et leur durabilité. L'ILAB a utilisé les conclusions de ces évaluations de rendement pour améliorer la mise en œuvre de nos projets d'assistance technique.
- L'ILAB mène des évaluations de synthèse et thématiques pour identifier les tendances pour l'ensemble des évaluations concernant divers sujets et thèmes, tels que les secteurs du cacao et de la pêche/des produits de la mer, les activités alternatives génératrices de revenus et la traite des enfants pour exploiter leur travail. En 2019, l'ILAB a publié un compte rendu de synthèse couvrant 31 évaluations finales qu'il avait financées entre 2013 et 2018, qui met en lumière plusieurs bonnes pratiques émergentes, leçons apprises et observations pour les programmes futurs.

## Comment l'ILAB utilise les évaluations



# GROS PLAN : S'attaquer au travail forcé dans le secteur de la pêche

Plusieurs articles de journalistes d'enquête dont on a beaucoup parlé ont attiré l'attention du public sur le travail forcé dans l'industrie mondiale de la pêche, en particulier en Asie. Cela fait plus de 20 ans que l'ILAB s'efforce de remédier à ce problème.

- En 1999, l'ILAB a octroyé des fonds pour lutter contre le travail des enfants dans le secteur de la pêche en Indonésie et aux Philippines, notamment en soustrayant des enfants à des travaux dangereux ou en les empêchant de se livrer à de tels travaux et en mettant en place des équipes de surveillance avec le gouvernement et l'OIT.
- En 2009, l'ILAB a ajouté six biens liés aux produits de la mer provenant de huit pays à sa première *Liste de biens issus du travail des enfants ou du travail forcé* mandatée par la TVPRA. À compter de 2021, cette liste contenait sept biens liés aux produits de la mer provenant de 20 pays.
- Actuellement, des projets de l'ILAB aident à renforcer les capacités du gouvernement de l'Indonésie et des Philippines à lutter contre le travail forcé et la traite des personnes dans les navires de pêche, à travailler avec de petites et moyennes entreprises de transformation des produits de la mer en Thaïlande pour concevoir et documenter des modèles pilotes de recrutement responsable, et à mener des recherches, créer des outils et renforcer les capacités des parties

prenantes mondiales à identifier les victimes du travail forcé dans l'industrie de la pêche.

Par suite des actions menées par l'ILAB et bien d'autres, davantage de gouvernements renforcent les mesures de protection et augmentent le nombre d'inspections des navires. Des associations de la société civile et le secteur privé créent des outils pour aider ce secteur à combattre les atteintes aux droits des travailleurs, dont certains incorporent les listes mandatées par la TVPRA et le décret présidentiel dans leurs méthodes ou leurs listes de ressources. La liste mandatée par la TVPRA est utilisée comme une source majeure de données dans plusieurs boîtes à outils de ce secteur, notamment :

- ResponsibleSourcingTool.org, qui prodigue des conseils aux entreprises sur les moyens d'élaborer des plans de conformité pour s'attaquer à la traite des personnes dans leurs chaînes d'approvisionnement et l'empêcher.
- Le site Seafood Slavery Risk Tool, qui évalue le risque de travail forcé, de traite des personnes et de travail dangereux des enfants dans l'industrie de la pêche.
- Le programme Labor Safe Screen, qui aide les clients à remonter les chaînes d'approvisionnement des produits de la mer et à concentrer des ressources sur les pêcheries où le risque est le plus élevé.





## **Prix Iqbal Masih** pour l'élimination du travail des enfants

Le Prix Iqbal Masih reflète l'esprit d'Iqbal Masih, un enfant pakistanais vendu en servitude pour dettes comme tisseur de tapis lorsqu'il avait 4 ans. Il s'est échappé à 10 ans et il est devenu un défenseur ardent des droits des enfants, attirant l'attention de la communauté internationale sur son combat contre le travail des enfants. Il a été tué tragiquement à l'âge de 12 ans au Pakistan.

L'objectif de ce prix est de reconnaître les efforts exceptionnels déployés pour réduire les pires formes de travail des enfants tout en inspirant et motivant ceux qui se consacrent à cette tâche. Ses deux principaux buts sont :

- Honorer et reconnaître publiquement le lauréat qui a fait des efforts extraordinaires pour combattre les pires formes de travail des enfants au niveau international et qui partage les qualités démontrées par Iqbal Masih, y compris le leadership, le courage, l'intégrité et la recherche de l'élimination de l'exploitation des enfants par leur travail.
- Attirer l'attention sur les pires formes de travail des enfants au niveau international.

Le Congrès des États-Unis a instauré le Prix Iqbal Masih pour l'élimination du travail des enfants en 2008 pour reconnaître les efforts exceptionnels déployés par une personne, une entreprise, une organisation ou un gouvernement national pour mettre fin aux pires formes de travail des enfants.

Pour plus de renseignements sur ce prix et la liste des lauréats, veuillez vous rendre sur le site : [dol.gov/Iqbal](https://www.dol.gov/Iqbal).

QUE  
POUVEZ-

# VOUS



FAIRE POUR  
CONTRIBUER

À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES  
ENFANTS ET LE TRAVAIL FORCÉ ?

## POSEZ DES QUESTIONS

- Certains des produits que j'achète pourraient-ils être issus du travail des enfants ou du travail forcé ?
- Les travailleurs peuvent-ils s'exprimer pour dénoncer les atteintes à leurs droits ?
- Que font les entreprises pour mettre fin au travail des enfants et au travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales ?
- Que font les gouvernements pour lutter contre le travail des enfants et le travail forcé ?

## AGISSEZ

- Informez-vous pour vous donner des moyens d'agir en téléchargeant les applications *Sweat & Toil* et *Comply Chain* du département du Travail des États-Unis et en accédant à notre *Better Trade Tool*.
- Faites entendre votre voix en faisant passer le message à vos amis, à votre famille et aux entreprises dont vous achetez les produits et dans lesquelles vous investissez.
- Manifestez votre appui aux organisations qui travaillent pour mettre fin à ces violations.

## EXIGEZ DES CHANGEMENTS

PLAIDEZ POUR UN MONDE DANS LEQUEL :

- Les travailleurs peuvent partout faire entendre leur voix contre le travail des enfants, le travail forcé et d'autres violations.
- Les entreprises prennent des engagements fermes pour que les chaînes d'approvisionnement mondiales n'incluent pas de biens issus du travail des enfants et du travail forcé, particulièrement ceux qui se trouvent sur la *Liste de biens issus du travail des enfants ou du travail forcé* publiée par le département du Travail des États-Unis.
- Vos investissements ont un impact social positif en encourageant des pratiques responsables en matière de main-d'œuvre.
- Les gouvernements travaillent énergiquement pour adopter les mesures suggérées à chaque pays dans le rapport du département du Travail des États-Unis intitulé *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants*.

Pour en apprendre davantage : [dol.gov/EndChildLabor](https://dol.gov/EndChildLabor)

Envoyez-nous un mail à : [GlobalKids@dol.gov](mailto:GlobalKids@dol.gov)

Suivez-nous : [@ILAB\\_DOL](https://twitter.com/ILAB_DOL)



Download on the  
App Store



ANDROID APP ON  
Google play

